

ÉCONOMIE ALGÉRIENNE 1966-2011

Sept leçons à retenir

L'expérience algérienne en matière de politiques publiques et de pratiques de développement économique est aujourd'hui vieille de quarante-six (46) ans. Il est vrai que c'est une période bien courte dans la vie d'une nation mais en même temps, suffisamment longue pour pouvoir en tirer quelques leçons, rectifier la trajectoire s'il le faut et reprendre la bataille du développement avec une nouvelle démarche plus adaptée aux contextes national et mondial actuels et qui ne sont plus, bien évidemment, ceux des années 60 et 70. L'Algérie, rappelons-nous, devait, dès les années 80, vaincre le chômage qui la frappait lourdement et atteindre, à ce même horizon temporel, le niveau de développement de l'Espagne de l'époque (excusez du peu !). Force est de constater que, hélas, on est loin, très loin de ces objectifs que s'était fixés la stratégie adoptée en 1966. Notre intention n'est pas ici de discuter des raisons internes et externes, qui sont à l'origine de cet échec bien qu'il faille un jour permettre au peuple algérien d'exercer ce droit d'inventaire. Que faut-il, ou plutôt que ne faut-il plus faire aujourd'hui ? La réponse à cette question se trouve dans notre propre expérience et les enseignements qu'on doit en tirer car «l'expérience est cumulative pour celui qui veut la comprendre». Nous avons retenu pour notre part quelques leçons qui mériteraient d'être débattues quoique le mot débat soit devenu chez nous un gros mot.

1/ L'impasse de la gestion administrative centralisée de l'économie

Lorsqu'à la fin des années 80, la décision fut prise d'engager des réformes structurelles, le constat avait été fait de l'essoufflement du modèle de développement en œuvre jusque-là. Tant l'organisation de l'économie dans sa forme administrative, centralisée et tutélaire, que sa régulation par injonctions et obligations de faire et de ne pas faire commençaient à devenir handicapantes même si, en début d'expérience, elles semblaient correspondre à l'état du pays et de son économie. Les limites du modèle centralement planifié de type soviétique étaient atteintes et la densification du tissu économique national, d'une part, le processus en œuvre de mondialisation de l'économie, d'autre part, exigeaient des réformes profondes dans la gestion de l'économie.

2/ La microéconomie négligée

La hantise des planificateurs de ne pas atteindre,

à tout prix, les équilibres macroéconomiques qu'ils s'étaient fixés et de ne pas pouvoir respecter les objectifs du plan a relégué au second plan les préoccupations microéconomiques, a empêché de voir la nécessité d'un programme en faveur de l'entreprise et l'impératif d'aider au développement d'une culture d'entreprise. Dans les années 60 et 70, les concepts de gestion de l'entreprise, calcul économique, rentabilité, profit ne faisaient pas partie du vocabulaire économique dominant, c'est le moins qu'on puisse dire. Il s'agissait là de concepts propres au capitalisme que l'on n'avait surtout pas le droit de citer chez nous. Nous étions sur ce plan-là au diapason des pratiques des économies planifiées d'Europe centrale et orientale. J'étais d'ailleurs moi-même tout à fait dans le ton du jour. Mais qui aurait pu prévoir, à l'époque du socialisme triomphant, que celui-ci allait tomber face aux coups de boutoir répétés du capitalisme.

3/ Le protectionnisme

La fermeture de l'économie, la démarche protectionniste se justifient en situation d'industries naissantes mais lorsqu'elles durent longtemps, elles développement des situations de non-contraintes pour les entreprises qui vont reléguer au second plan les objectifs d'efficacité, de compétitivité, ignorant tout risque de perte de parts de marché intérieur et toute bataille de conquête de parts de marché d'exportation. En un mot, nos entreprises n'ont pas appris à travailler sous contrainte.

4/ Le rôle assigné à l'Etat dans l'économie

L'Etat en Algérie dispose de ressources financières importantes. Il gère l'épargne dégagée par l'exploitation des hydrocarbures. Il a, de ce fait, l'obligation de «semmer le pétrole», d'investir, d'équiper le pays. Mais notre expérience nous a appris aussi que l'on ne gère pas des entreprises, des «foyers de création de richesses» avec des fonctionnaires. De même notre expérience nous a-t-elle appris que l'Etat n'a pas à se substituer dans tous les secteurs aux entrepreneurs privés. Enfin, la solidarité budgétaire dont bénéficient les entreprises publiques a été contreproductive car elle les dispense de tout management sérieux, appliqué et rentable. L'Etat est un mauvais manager. Le constat est sans appel. C'est à l'entreprise privée que revient la charge de créer des richesses, de prendre des risques, à gérer au mieux les fonds propres engagés dans l'entreprise pour une raison bien simple : l'entreprise privée sait mieux

faire tout cela que l'entreprise publique. Ce constat explique toutes les réformes des pays d'Europe centrale et orientale tout comme il explique aussi les réformes économiques envisagées en 1988 dans notre pays mais qui ont malheureusement une autre fin.

5/ La gestion des hydrocarbures

C'est probablement là le seul domaine où l'expérience des années 70 est à reconduire en y ajoutant la préoccupation des besoins internes à satisfaire en énergie car la demande nationale de consommation énergétique est aujourd'hui à prendre sérieusement en compte tant son volume ne cesse d'augmenter au moment même où nous sommes en plein peak oil, en plein épuisement des réserves. Certes, nous avons encore besoin d'exporter gaz et pétrole car nos besoins financiers sont encore importants mais, dans le même temps, nous devons avoir constamment un œil sur nos propres besoins énergétiques qui ne cessent d'augmenter. Les hydrocarbures constitueront encore pour longtemps une question cruciale, la question cruciale pour l'Algérie.

6/ La question des investissements directs étrangers

Le choix fait dans les années 70 était de tourner le dos aux IDE vus principalement comme vecteur de drainage à l'extérieur des richesses nationales et des valeurs créées sur le territoire national. Le mot d'ordre de l'époque était celui de «compter sur ses propres forces» («self-reliance»). Aujourd'hui, nombre de pays «socialistes» des années 60 et 70 se disputent l'attrait des IDE sur leurs territoires respectifs. Il ne s'agit certainement pas là de reniements mais plutôt de réalisme économique. Les IDE aident à intégrer l'économie nationale dans les chaînes de valeur internationale. Ils sont, lorsque les pays récipiendaires s'y préparent sérieusement, de bons vecteurs de diffusion des technologies, de savoir-faire, du management moderne. Et puis, l'économie est aujourd'hui mondiale pourrions-nous, aujourd'hui, revenir aux doctrines des années 70 et refuser les IDE, ou en tout cas, les décourager ? Doit-on refaire, par nous-mêmes, l'histoire des technologies ? Celles-ci ne sont-elles que des marchandises qu'on peut acheter à loisir ? Peut-on mener la bataille de la compétitivité seuls contre tous ?

Nous savons bien que les IDE ne sont pas un don du ciel qu'il faut vite accepter et s'en réjouir. Mais le principe du «win-win», du «gagnant-



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

gagnant», est tout à fait jouable pour peu qu'on s'y prépare sérieusement.

7/ De la planification à la régulation et la précision

L'économie de marché et, chez nous, l'économie sociale de marché ne peut fonctionner efficacement et produire ses effets positifs sur la croissance que si l'Etat n'intervient pas directement, autoritairement dans les mécanismes de formation des prix, de concurrence entre les entreprises, d'allocation sectorielle des ressources. Bien évidemment, l'économie de marché a ses règles et l'Etat doit veiller à les faire respecter par l'ensemble des acteurs. L'Etat doit réguler cette économie en fixant les règles du jeu et en actionnant les leviers nécessaires au respect de ces règles. C'est dans ce domaine que l'Etat en Algérie a enregistré le plus grand retard car il continue à gérer ensemble confusément, l'économie et le social, ce dernier l'emportant souvent sur le premier grâce, ou plutôt à cause de la rente pétrolière. Il ne faut plus hésiter aujourd'hui à séparer les deux sphères et à accepter, une fois pour toutes, que chacune d'elles a sa propre logique de fonctionnement. De même, de quelle économie de marché parle-t-on quand l'économie souterraine, le secteur informel est le lien de réalisation de valeurs équivalentes à quelque 40% du PIB ? Ce secteur agit tel un virus destructeur sur l'économie officielle car c'est l'incarnation même de la concurrence déloyale et donc le reniement même de l'économie de marché.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



L'étrange journée d'un ministre MSP !

Selon El Watan, du blé aurait été stocké dans des cuves à vin à Tipasa.

J'adooooooooo le pain !

Ne croyez surtout pas que la vie de ministre algérien soit de tout repos, constitue une niche dorée ou fasse de celui qui la vit un privilégié. Ça, c'était avant. Aujourd'hui, il y a des ministres dont le quotidien est transfiguré. Les ministres MSP. Les ministres Frères musulmans. Le matin, déjà, premier dilemme. Pas pour le ministre directement. Mais pour le chauffeur du ministre. Ce dernier s'engouffre dans la limousine et lance au conducteur : «Au siège !» Vous imaginez l'embarras du chauffeur ? Quel siège ? Le siège du ministère ? Ou le siège du parti ? Une fois cette première énigme levée, et la voiture arrivant au siège du ministère, imaginez encore que le véhicule soit stoppé devant la bâtisse par une manifestation de l'opposition politique, parmi laquelle il y a des membres du MSP. Quelle attitude doit adopter notre ministre ? Doit-il faire une moue de dédain doublée d'un rictus méprisant et lâcher entre ses dents serrées : «Encore des agitateurs manipulés par la main de l'étranger !» ou bien doit-il demander au chauffeur de l'arrêter là, puis, de descendre de la voiture et de manifester avec ses camarades de parti ? Imaginons aussi que ce ministre frerot s'occupe de travaux publics, que son parti, le MSP, appelle à des débrayages des ouvriers de l'autoroute Est-Ouest, comment doit réagir Maâli El Wazir ? Doit-il dénoncer des manœuvres dilatoires d'une opposition en mal de popularité et appeler son collègue de l'Intérieur afin qu'il fasse dégager les

chantiers par les forces antiémeutes ? Ou alors va-t-il, lui aussi, participer en douce au tag des tunnels de Lakhdaria, les recouvrant de slogans hostiles à la politique du gouvernement ? De manière encore plus troublante, à l'Assemblée nationale, pendant les fameuses séances de questions-réponses aux membres de l'exécutif, comment doit réagir ce ministre aux vives critiques que lui adresseront ses... potes députés MSP ? Doit-il les rembarrer aussi sec, et leur rétorquer qu'il est plus facile de critiquer que de gérer, d'être dans l'opposition que dans la gestion, et que, de toutes les façons, il faut laisser les institutions du pays travailler, sans leur mettre systématiquement des bâtons dans les roues ? Ou alors doit-il se faire porter pâle le jour où sont programmées ses réponses ? Plus crûment encore ! Au cours du traditionnel discours à la nation, Abdekka s'en prend violemment à l'opposition, la traitant de menace pour la stabilité du pays et d'entrave sérieuse au parachèvement du programme de développement présidentiel, insistant plus particulièrement sur les manœuvres sournoises des Frères du MSP. Notre ministre doit-il applaudir à tout rompre son Président de la République, le siffler ou s'écclipser vers les toilettes, prétextant un besoin urgent ? Ce sont là quelques exemples du calvaire qui attend les ministres du Mouvement Hamas. Wallah que je ne voudrais pas être à leur place. Je les soupçonne tout de même de ne pas vouloir non plus être à la mienne ! C'est jamais enviable de passer son temps à fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.



SAMSUNG

Galaxy Pro

Djezzy Entreprise

Travaillez. Jouez. Vivez

Uniquement pour vous, le nouveau Galaxy Pro à 27.990 DA seulement ! Une exclusivité Djezzy.

Pour toute commande, veuillez vous rapprocher de votre Centre de Service Djezzy.

L'Algérie

www.facebook.com/Djezzy